

L'ÉDITO

CE QUE LE CORONAVIRUS DIT DE NOTRE SOCIÉTÉ

A ce stade de fin mars 2020, alors que le pic de la pandémie n'est pas atteint, il nous semble déjà possible de partager quelques réflexions sur ses effets, qu'ils concernent **notre société** ou **les êtres sociaux** que nous sommes.

Trois évidences d'abord, sous forme de contrastes dérangeants.

- ♦ De magnifiques élans de **générosité et de fraternité** (nos « héros en blouse blanches », le secours bénévole, l'aide entre voisins et générations) mais aussi des manifestations de cupidité écœurantes et d'incivilités récurrentes (vol de masques dans les hôpitaux, revente de produits périmés, refus assumés de se conformer aux consignes).
- ♦ En cette période de crise, on accepte volontiers que la sécurité collective réduise la **liberté individuelle**, mais l'application est souvent réservée « aux autres ! ».
- ♦ Alors que les **frontières** sont poreuses au virus quelles que soient les mesures de filtrage, le thème de leur fermeture (y compris celles de l'espace Schengen) est dans beaucoup de têtes et risque d'être dangereusement instrumentalisé.



Jacky Richard,
coordinateur du
Pacte civique

Quatre constats sous forme de paradoxes, ensuite :

- ♦ être proche de ceux qu'on aime, c'est se tenir à **distance** ;
- ♦ l'ouverture des vannes budgétaires (45 Md€ de mesures de soutien immédiates, 300 Md€ de prêts garantis par l'Etat), c'est sans doute bien mais il y a peu de temps encore, on « rabotait » à tout va.
- ♦ des **services publics** de santé et de sécurité dont on mesure aujourd'hui toute l'utilité ont été beaucoup atrophiés ces dernières années ;
- ♦ des carences incompréhensibles de **produits de santé** élémentaires (masques, dispositifs de dépistage) dans un pays doté d'un système sanitaire mondialement réputé.

Cinq conclusions, enfin.

- ♦ On (re)découvre **l'efficacité de l'Etat** en surplomb d'une société civile prompte à se fragmenter et à se « communautariser ». La France a la chance d'avoir des administrations solides (préfets, ARS, rectorats, finances publiques) vouées à prendre les mesures appropriées en liaison avec les collectivités locales pour les adapter aux réalités de terrain.
- ♦ La **créativité** et la **réactivité** des collectivités locales, des services publics et de nombreuses entreprises sont à l'œuvre. On a déjà parlé des admirables personnels de santé. Deux autres exemples : déroulement exemplaire des élections municipales, dans des conditions difficiles ; dévouement des enseignants qui animent les dispositifs de la classe à la maison.
- ♦ L'ampleur de la crise sanitaire repose sur une **crise environnementale** au sens large, celle d'une mondialisation mal orientée, dépensière en énergie, fondée sur une répartition planétaire des tâches à la recherche des coûts les plus bas, au détriment de notre autonomie.
- ♦ La crise sanitaire, que l'on espère conjoncturelle, prolifère sur fond de deux crises structurelles : **démocratique** et **sociale**. La première est une profonde crise de **confiance** touchant le système institutionnel et représentatif, qui ouvre la voie aux régimes populistes. La seconde est celle des **inégalités** croissantes où les plus faibles sont les plus mal soignés, les plus pénalisés par les mesures de confinement et les plus menacés par les pertes d'emploi prévisibles.
- ♦ Sur la base de cette analyse, les antidotes sont plus aisés à prescrire : plus de **démocratie** en s'appuyant davantage sur des citoyens mobilisés et organisés ; plus de solidarité et de **fraternité** pour combler la fracture sociale et enfin une priorité radicale et multilatérale à **la planète** pour stopper son épuisement et restaurer sa biodiversité.

Alors, on continue comme avant ? Ou on en tire tous les enseignements ? *Le Pacte civique* appelle de ses vœux une mobilisation citoyenne, responsable et résolue, pour favoriser l'application des remèdes efficaces et **la prévention des risques futurs**.

DEFI CLIMATIQUE — Questions à Christian de Perthuis

Professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine



Le péril climatique appelle des changements radicaux de la part des citoyens, des entreprises, et des responsables politiques. Quelle part du chemin revient à chacun de ces 3 acteurs ?

Chaque acteur n'a pas le même rôle à jouer. Les choix individuels des **citoyens** en matière de transport, de logement, d'alimentation recèlent un potentiel élevé. Mais ils

rencontrent leurs **limites** du fait des organisations collectives : si vous êtes un activiste du climat habitant dans une ville éclatée comme Atlanta, vous serez contraints d'émettre plus de CO₂ qu'un habitant non motivé de Barcelone, une ville concentrée avec un bon maillage de transports collectifs. Les **entreprises** peuvent contribuer grâce à leurs capacités d'innovation. Mais elles ne progresseront sur la voie de la transition bas carbone que si elles reçoivent les bonnes **incitations économiques** : incitations fiscales, internalisation des dommages environnementaux, normes et réglementations. C'est ici qu'interviennent les **responsables politiques**, à l'échelle nationale comme sur les territoires où se prennent beaucoup de décisions impactant les modes de vie. Les politiques ont également un rôle à jouer via l'**investissement public**, en particulier pour réaliser ce que notre système économique basé sur l'accumulation ne sait absolument pas faire : financer le **désinvestissement** massif des énergies fossiles et les **reconversions** y afférant.

La fiscalité carbone comporte de nombreuses dérogations (transport aérien ...). Leur suppression pose de multiples difficultés (concurrence, emploi ...). Que proposez-vous pour avancer sur cette question ?

Comme je l'analyse plus en détail dans mon dernier ouvrage (*Le tic-tac de l'horloge climatique*, De Boeck, 2019), je crois que la bonne solution est **européenne**. C'est pour moi l'enjeu majeur du « **Green Deal** » en cours de maturation. Il faut faire de l'Union européenne la première grande zone économique du monde opérant avec un système unifié tarifant l'ensemble des rejets de CO₂ résultant de l'usage d'énergie fossile. La meilleure voie me paraîtrait de faire entrer la totalité des secteurs du transport, de l'habitat et des émissions diffuses

dans un système aménagé d'échange de quotas avec un corridor de prix plancher et plafond. Le problème n'est pas technique : un tel système fonctionne par exemple en Californie/Québec. Il est politique : sa mise en place générerait des **impacts distributifs importants**, pesant sur les citoyens défavorisés. Pour éviter un phénomène type « *gilets jaunes* », Il faut corriger ce type d'effet. On se heurte alors à une contradiction de fond : la politique climatique se décide au plan européen ; les politiques sociales restent des **prérogatives nationales**. Autre difficulté politique majeure : l'Europe ne sait pas défendre ses **intérêts commerciaux**. Elle risque de pénaliser certaines industries en taxant le carbone. D'où le projet « d'ajustement aux frontières », annoncé par la Présidente de la Commission, qui risque d'accoucher d'une usine à gaz. Il serait plus efficace de soumettre les règles de liberté du commerce aux objectifs climatiques européens en taxant sévèrement toute tentative extérieure de dumping climatique.

Que vous inspire la gestion de la crise du coronavirus pour mieux faire face au défi climatique ?

Je pense que cette crise, par ses impacts conjoncturels et structurels, va être un **virage majeur** dans l'action face au risque climatique. Le choc sanitaire va catalyser le retournement de la courbe mondiale des émissions de gaz à effet de serre que nous attendons tous.

En revanche, il faut se méfier des parallèles trop faciles. Certains opposent la célérité de la mise en place les mesures de confinement face à l'urgence sanitaire à l'inertie des pouvoirs publics face à l'urgence climatique. Je pense que l'analogie est trompeuse. La crise sanitaire se gère heure par heure, les résultats des mesures qu'on prend commençant à apparaître après 10 jours. Face à la crise climatique, il faudra plutôt attendre 20 ans pour qu'une baisse continue des émissions agisse sur la température moyenne. **Les temporalités sont totalement différentes**. Un jour de perdu face à l'urgence sanitaire équivaut à deux ans face à l'urgence climatique, et une semaine : à 14 ans. Je ne suis pas certain que les pouvoirs publics aient été plus réactifs face au Covid-19 que face aux émissions de CO₂ ! Quant à transférer les méthodes utilisées face au virus à l'action climatique, je ne vois pas ce que cela veut dire : vous voudriez confiner la population (et supprimer des libertés démocratiques de base comme celle de circuler) pendant plusieurs décennies ?

Grenoble : le Lieu des « sans toit, sans voix »

Le Lieu est la concrétisation d'un besoin exprimé par **les personnes vivant à la rue et les personnes précaires**, privées d'espaces pour se mettre à l'abri, se nourrir, se laver, se soigner, faire ses démarches administratives... Le projet du Lieu est d'offrir un local pour se poser, se rencontrer, partager, s'entraider, s'organiser ; pour débattre et créer ; pour fabriquer. C'est une plateforme inter-associative, **un lieu géré par ceux qui l'ont imaginé**.

L'association **Parlons-en**, à l'origine du projet, a pour objectif la lutte contre la précarité avec les personnes concernées. Elle est organisée en « **espace de parole** » mensuel, **assemblée générale**, qui fixe les orientations, et **collégiale** d'une douzaine de personnes, élue par l'AG, qui en assure la gestion. Ce sont des personnes précaires actives au sein de la **collégiale** qui ont su porter, dans le cadre du **budget participatif** de la ville de Grenoble, ce projet qui a été lauréat du vote des Grenoblois en 2017.

PARLONS-EN!

ALLO, LE 115?

À quoi bon appeler le 115 s'il n'y a pas de place ?
Quelles réalités du côté du dispositif 115 ?
Bientôt la fin de trêve hivernale : retour à la rue ?

JEUDI 12 MARS 2020 - 10H/12H

LE LIEU - 17 RUE ABBE GREGOIRE - GRENOBLE
TRAM A OU B ST BRUNO

Petit déj et repas - Gratuit - chiens acceptés

LIEU GRENOBLE @GMAIL.COM
WWW.LIEUGRENOBLE.WORDPRESS.COM

Un local remis aux normes, situé dans le quartier St Bruno, vivant et proche du centre, a été mis à disposition pour 3 ans, et une convention avec la ville a été signée. Le Lieu a ouvert ses portes le 18 novembre 2019 et été lancé le 16 janvier 2020 avec les élus, les associations partenaires, les associations et habitants du quartier...

L'association cherche maintenant des **financements** pour son **fonctionnement** : rémunérer une personne pour faciliter la mise en route, faire les finitions du local, acquérir le matériel, etc... Dorénavant y sont organisés les *espaces de parole* mensuels et les réunions de la collégiale mais aussi des permanences d'accueil

et du droit au logement, une distribution mensuelle de croquettes gratuites pour les personnes de la rue ayant des chiens, un atelier théâtre, des réunions inter-associatives, l'aménagement de la cour intérieure avec des élèves de l'école d'architecture. ..

C'est une « **odyssée improbable** », selon le terme de Pierre Mahey, qui accompagne depuis l'origine le Parlons-en. C'est l'expérience vécue, depuis 2009, que **la parole, le collectif**, peuvent permettre de prendre confiance en soi, révéler ses compétences, porter un projet et le faire vivre.

DÉMOCRATIE : DÉLIBÉRER AUTREMENT, PARTICIPER EFFECTIVEMENT

A l'occasion de la soirée débat du 25 février au forum 104, animée par Bénédicte Fumey, le Pacte civique a souhaité se saisir de l'actualité de la **campagne municipale** pour poser à nouveaux frais la question **démocratique** par excellence, celle de l'implication des citoyens, à travers les interventions de quatre témoins engagés.



Mathilde Imer, cofondatrice des « *Gilets citoyens* » et membre du comité de gouvernance de la Convention citoyenne pour le climat (CCC), entame la séance en décrivant la genèse et le déroulement de ce processus démocratique inédit. Elle souligne la richesse des débats, mais aussi la **rigueur de la méthode** adoptée : les week-ends de travail s'enchaînent dans un ordre logique : diagnostic, constat, inventaire des solutions, sélection des plus pertinentes, et, à venir, vote des 150 conventionnels sur les mesures préconisées, engagement du gouvernement et conclusions de la Convention.

Elle souligne l'**étonnante capacité** de ces gens très différents à s'écouter, à s'imprégner de la parole des autres au point de changer d'avis, à construire des consensus et aussi des désaccords. Elle admire leur engagement et la manière dont cet exercice démocratique les a transformés : **conscients de la complexité, porteurs du bien commun, en un mot, citoyens.**

La **Convention citoyenne pour le climat** rassemble, depuis octobre 2019, 150 citoyennes et citoyens tirés au sort.

Elle a pour mandat de définir une série de mesures permettant d'atteindre une baisse d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990) dans un esprit de justice sociale.



propre : l'ouest ne fonctionne pas comme l'est, ni Metz comme Nancy.

Notre imaginaire étant sapé par le néolibéralisme, le maire seul échappe à la crise de confiance générale : dans leur commune, les citoyens

ont le sentiment d'avoir encore **prise sur leur avenir**. Ils votent d'ailleurs moins pour les programmes que pour ce que les personnes incarnent.

Les nouvelles formes de participation aident à **produire du collectif** par mise en commun des singularités. Attention toutefois à ce que les nouvelles structures intercommunales ne fassent pas écran et ne découragent pas les maires de prendre des initiatives.

Jacky Richard, coordinateur du Pacte civique, explique l'action de ce collectif : *think tank* mais aussi *do tank* par ses collectifs locaux, le Pacte civique n'entend pas se placer sur le terrain des propositions à soumettre aux électeurs, mais sur celui de la **méthode**, conduisant à trois types d'action :

- ♦ une position **tribunicienne** : mise en avant (cf. **point de vue** paru dans Ouest-France le 13 novembre 2019) de deux valeurs du Pacte civique très porteuses sur le terrain des municipales : la sobriété et la fraternité ;

- ♦ une **boîte à outils** à l'attention des candidats et des citoyens : comment faire un état des lieux, comment l'exploiter, comment assurer une démocratie participative ?

- ♦ des **témoignages** de candidats et de citoyens sur leurs attentes, motivations et projets.

Délibérer effectivement est une opération subtile et complexe qui requiert le respect de **règles** : participation ouverte, loyale et régulée (tiers garants ...), expression des accords et des désaccords, établissement d'un constat d'accord sur les désaccords persistants L'idée est que la décision finale, prise par celui qui est investi du pouvoir de la prendre, est mieux acceptée, même si on est en désaccord, parce qu'il y a eu un authentique débat.

Pour **Georges Dhers**, auteur du *Pouvoir d'agir des citoyens* (voir *Journal* n°4), nous sommes entrés dans l'ère de la **démocratie créative** ; dans ce

Pour **Stéphane Rozès**, politologue et président de CAP, l'universalisme cartésien de notre imaginaire collectif est décalé de la réalité plurielle des territoires. Les communes, communautés historiques, ont leur mode de fonctionnement

type de démocratie les citoyens ne se contentent pas de donner des idées et de voter ; ils sont amenés à agir de façon créative là où ils le peuvent, c'est-à-dire **au niveau local**.

Pour les aider dans cette tâche, il est nécessaire « **d'organiser l'espace entre les gens** » (Annah Arendt) et de créer un dispositif d'intermédiation qui met en lien les motivations-compétences des uns avec les besoins non résolus des autres (comme l'a très bien montré l'expérimentation TZCLD dans laquelle le Pacte civique est engagé).

Avec l'université Toulouse Capitole nous allons former les **animateurs-développeurs-catalyseurs** capables de faire émerger sur un territoire de telles dynamiques de créativité collective qui placent les personnes et leur potentiel au centre du processus de transition.

Un **débat avec la salle**, particulièrement riche, a permis d'aborder bien d'autres questions, au-delà

du cas des municipales, telles que le rôle des jeunes dans la transition, le référendum d'initiative citoyenne, la place de l'affectif dans les processus participatifs, la multiplicité des actions possibles localement, ou encore la sobriété en tant que valeur citoyenne.

En **conclusion**, **Jean-Baptiste de Foucauld** tire quatre leçons de la soirée : il y a besoin de **nouveaux outils** de dialogue pour que les sensibilités s'expriment ; cela suppose des **leaders coopératifs** ; que ceux-ci parlent de **valeurs**, pas seulement de moyens ; et que tout ceci s'applique dans les **nouvelles institutions intercommunales**.

Pour aller plus loin : les vidéos des différentes interventions, et l'enregistrement intégral de la soirée sont [ICI](#).

PACTE DU POUVOIR DE VIVRE : UN AN DÉJÀ !

En clôture de son **Tour de France** (auquel le Pacte civique a participé activement), le **Pacte du pouvoir de vivre** s'est rassemblé le 5 mars à Paris pour célébrer son premier anniversaire.

Ce qui avait pu apparaître à certains comme un feu de paille il y a un an, a non seulement maintenu le cap, mais s'est **développé**, regroupant maintenant **55 organisations de la société civile**.

Devant une salle bien remplie, un parterre impressionnant (tous les leaders étaient présents) a développé les « **10 mesures écologiques et sociales incontournables** » proposées par l'ensemble des organisations aux candidats aux élections municipales et aux citoyens.

On en verra le détail sur le [site](#) du Pacte du pouvoir de vivre, chaque proposition donnant lieu à une explication détaillée.

Outre l'intérêt de ces mesures, nous avons noté que l'idée d'un **élargissement** du Pacte du pouvoir de vivre au niveau **européen** fait son chemin. A suivre !



Pour éviter que le « *chacun chez soi* » ne se transforme en « *chacun pour soi* »,

Un [site](#) parmi d'autres, plein de bonnes idées.

PROCHAINS ÉVÈNEMENTS

RUBRIQUE SIMPLIFIÉE
pour ce numéro du *Journal*

Comme la plupart des organisations citoyennes, nous *suivons le guide* :

<https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>

NOUS CONTACTER



01 44 07 00 06

